

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE

«AGIR PAR LA RECHERCHE POUR DES TRANSFORMATIONS SOCIÉTALES DÉMOCRATIQUES ET SOUTENABLES» (ARTS)

ayant pris effet le

ENTRE :

- le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), établissement public à caractère scientifique et technologique ayant son siège à Paris – 3, rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16, représenté par son Président,

- Université Côte d'Azur, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant son siège au 28 avenue Valrose, Grand Château, 06103 Nice cedex 2, n° SIRET 130 025 661 00013, représenté par son Président, le Pr. Jeanick BRISSWALTER,

Ci-après désigné par « UCA »,

UCA et le CNRS agissant en leur nom et pour le compte du laboratoire Groupe de Recherche en Droit, Economie et Gestion, UMR 7321, situé au 250, rue Albert Einstein 06560 Valbonne Sophia Antipolis et dirigé par le Pr. Jean-Pierre ALLEGRET

Ci-après désigné par le « GREDEG ».

-

ci-après conjointement désignés « les Partenaires », et individuellement par le « Partenaire »,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Notre époque fait face à de nombreux enjeux sociétaux qui sont à la fois environnementaux, sociaux, économiques, démocratiques, culturels, qui appellent et induisent des transformations sociétales multiscalaires. Ces dernières font l'objet de nombreux travaux de recherche au sein de plusieurs champs disciplinaires mais également d'une grande diversité d'expérimentations. Cette pluralité des approches, usitées à la fois par le champ académique et par d'autres acteurs producteurs de connaissances pratiques et théoriques, témoigne d'un débat riche dont les contours ne sont jamais tout à fait établis : grands défis, développement durable, transition écologique, réponses à des problèmes complexes par des actions robustes, démocratisation de l'économie, émancipation des personnes et des organisations, justice sociale et environnementale, économie sociale et solidaire, communs, innovation sociale, pratiques solidaires, etc.

Face à ces enjeux, il est de plus en plus convenu : 1) qu'il n'existe pas de « One Best Way » et qu'il nous faut miser sur la diversité des approches ; 2) que la mobilisation et l'engagement conjoints de toutes les composantes des sociétés dans une logique de coopération est indispensable (voir le 17^{ième} Objectif de développement durable de l'ONU ou les contenus du programme Green Deal de l'Union européenne) et 3) que la production, la circulation et les usages des connaissances participent à la réalisation de ces processus transformatifs souhaitables et démocratiques.

Or, si ces dernières décennies un champ académique et pratique s'est développé autour des transformations sociétales, il reste le plus souvent basé sur un dialogue entre des acteurs présentant une certaine homogénéité et dans une logique de spécialisation de la production des connaissances. La question du rôle que peut ou doit jouer la recherche dans ces transformations reste centrée sur la production de contenus thématiques (changement climatique, participation citoyenne, alimentation durable, etc.) et aborde peu les modalités de production, de circulation et d'usages des connaissances elles-mêmes.

Ainsi, si la production de connaissances sur les transformations sociétales a été abondante ces dernières décennies, la co-production de ces connaissances entre des acteurs académiques et d'autres acteurs producteurs de connaissance demeure aujourd'hui encore insuffisante. Celles sur les modalités de production et d'usages des connaissances théoriques et pratiques qui participent aux transformations sociales ont été minimales. Ce constat est d'autant plus paradoxal qu'il existe en France de plus en plus d'acteurs académiques ou non qui diversifient leurs modalités de production, de circulation et d'usages des connaissances scientifiques.

Les Partenaires de ce Groupement d'Intérêt Scientifique (« GIS ») se reconnaissent dans l'idée que la connaissance est une ressource nécessaire à la transformation souhaitable, démocratique et soutenable de notre société et que la coproduction, la circulation des connaissances et la pluralité de leurs usages, entre

une diversité d'acteurs académiques et non académiques, est non seulement un enjeu pour cette transformation mais aussi une de ses conditions de réalisation.

Ce GIS aspire donc à être hétérogène à l'image des formes de transformations sociétales. Il se veut pluridisciplinaire, interscience, réunissant des Partenaires acteurs de ces transformations qu'ils soient académiques et/ou engagés à partir de pratiques de solidarité, associatives et coopératives. Cette pluralité nous apparaît nécessaire en vue de saisir la diversité et la complexité des transformations sociétales. Sans définir préalablement ce qu'ils entendent par transformations sociétales souhaitables, démocratiques et soutenables de notre société, les Partenaires de ce GIS s'entendent pour proposer une compréhension de ces processus à partir des deux domaines de recherche du GIS, tel que décrits à l'Annexe 1. Ainsi, tout en se laissant le temps de la découverte, les Partenaires opéreront ce travail de définition en prenant appui sur la synergie des deux domaines au fur et à mesure des productions du GIS.

Ils se conçoivent à la fois comme coproducteurs de connaissances sur les transformations sociétales souhaitables, démocratiques et soutenables mais aussi comme acteurs de ces dernières par leur rôle lié aux modalités de coproduction, de circulation et aux usages des connaissances entre Partenaires académiques et non académiques. Dans cette perspective les Partenaires considèrent que la production de connaissance est politique, en ce que la connaissance est agissante et structurante du vivre ensemble. Ce processus de production de connaissance est constitutif de la démocratie lorsqu'il engage les personnes concernées, ces dernières participant à la construction de la compréhension d'un problème ou, plus largement, d'une situation qui ne leur est pas extérieure. Coproduire des connaissances est ainsi politique, enjoignant une démarche démocratique.

La constitution d'un GIS est donc le dispositif institutionnel le plus adéquat pour produire et renforcer les coopérations entre des acteurs académiques et d'autres acteurs de la coproduction et du co-usage des connaissances pratiques et théoriques. Cette coopération prendra forme à travers la coproduction et la circulation des connaissances sur les transformations sociétales, sur les modes de production des connaissances ainsi que sur les usages de ces connaissances.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER – NATURE, DOMICILIATION, OBJET ET MISSIONS

Article 1^{er} : Nature et Domiciliation

1.1 – Nature

Il est formé entre les Partenaires, selon les modalités et conditions définies ci-après, un Groupement d'intérêt scientifique dénommé « Agir par la Recherche pour des Transformations Sociétales démocratiques et soutenables » (ci-après « le GIS »).

Les Partenaires déclarent que la présente convention ne saurait, en aucun cas, être considérée comme un acte constitutif d'une entité dotée de la personnalité juridique, ni donner lieu à un quelconque partage entre eux de profits ou de pertes relativement aux travaux menés dans le cadre de projets scientifiques soutenus par le GIS (ci-après « les Travaux »).

Le GIS ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Partenaires. Il ne constitue pas une structure opérationnelle de recherche, au sens du CNRS, et/ou une unité de recherche propre.

1.2 – Domiciliation

Le GIS est domicilié à l'adresse suivante : Institut Godin 21 rue François Génin 80 000 Amiens

Cette domiciliation peut être modifiée par décision de son Conseil de groupement dans les conditions fixées à l'article 4.3 ci-après.

Article 2 : Objet

Le GIS a pour objet de développer la recherche **sur et pour les transformations sociétales** souhaitables, démocratiques et soutenables (comme énoncé *supra*). Ce développement concerne l'ensemble des échelles spatiales et temporelles où se déploient et s'analysent ces transformations sociétales.

À cette fin, le GIS vise principalement :

- l'organisation de la coopération entre les Partenaires,
- la création d'un espace de recherche – multi-acteurs – pluridisciplinaire – intersciences – reconnaissant les formes plurielles de connaissances permettant :
 - la coproduction et co-usage des connaissances avec l'ensemble des acteurs de la société (académiques, entreprises, organisations, collectifs citoyens, etc.),
 - la circulation des connaissances à partir des pratiques de recherche et d'action,
 - la réplication des modes de constitution des connaissances,
 - l'encapacitation politique de la recherche.
- la production, la confrontation et la circulation de connaissances pluridisciplinaires sur les modes de constitution et d'usages des connaissances pour les transformations sociétales.

Dans la réalisation de ces objectifs, le champ du GIS est d'appréhender les processus de transformations sociétales dans leur multiplicité et diversité et d'y contribuer notamment au travers de la coproduction de connaissances scientifiques sur les expériences de coproduction, d'usages et de circulation des connaissances.

L'animation et la coordination scientifiques des Travaux portent sur les domaines thématiques et méthodologiques (ci-après désignés « les Domaines ») liés à la constitution, au partage et à la réplication des connaissances sur :

A – Les processus de transformations sociétales

B – Les modalités de production et d’usage de la recherche

La description détaillée des Domaines est présentée à l’Annexe 1 de la présente convention.

Une liste des Partenaires, dont les équipes de recherche concernées par les Domaines et Travaux et ci-après désignés « Laboratoires », est présentée en Annexe 2. Dans le cadre de projets particuliers, les collaborations avec d’autres laboratoires nationaux et internationaux sont envisagées et font, le cas échéant, l’objet d’une convention spécifique. Cette liste des Partenaires, dont celle des laboratoires pourra évoluer par décision du Conseil de groupement.

Article 3 : Missions

Outil privilégié pour la co-production, la circulation et le co-usage des connaissances sur et pour les transformations sociétales avec l’ensemble des acteurs de la société (académiques, entreprises, organisations, collectifs citoyens, etc.), le GIS s’attachera plus particulièrement à :

- Créer un espace commun pluri-acteurs (dont des entreprises) facilitant l’interscience, l’interdisciplinarité et la coproduction et le co-usage des connaissances à de multiples échelles.
- Faciliter l’accueil de doctorants en contrats doctoraux et en CIFRE ainsi que l’invitation de chercheurs étrangers.
- Permettre la réponse à des appels à projets de recherche nationaux (notamment ANR-PRCE) et internationaux (ANR-PRCI).
- Faciliter le démarrage et la réalisation de projets entre les Partenaires et avec l’ensemble de la société au travers des réseaux d’acteurs.
- Se doter de moyens de communication sur les travaux du GIS et de ses Partenaires. Le GIS contribue notamment à :
 - l’organisation de séminaires, colloques, ateliers,
 - des actions diversifiées de diffusion des travaux de recherche et de mise en discussion des résultats pour leur prise en compte dans l’action privée et publique.

TITRE II - ORGANISATION ET COORDINATION

Les Partenaires conviennent de doter le GIS des organes de gouvernance suivants :

- Un Conseil de groupement,
- Un Conseil scientifique,
- Un Comité de codirection
- Des groupes de travail opérationnel

Article 4 : Conseil de groupement

4.1 – Composition

Il est créé un Conseil de groupement du GIS.

Le Conseil de groupement est composé d'un représentant de chacun des Partenaires, nommé par ce dernier pour une durée de (5) cinq ans, renouvelable.

Le Conseil de groupement peut accueillir en son sein, avec voix consultative, des personnalités extérieures sur invitation.

Les membres du Comité de codirection et le Président ou la Présidente du Conseil scientifique assistent, avec voix consultative, aux réunions du Conseil de groupement.

En cas de démission ou d'empêchement définitif de l'un des membres du Conseil de groupement, pour quelque cause que ce soit, le Partenaire concerné procédera à son remplacement et en informera les autres Partenaires

La présidence du Conseil de groupement est assurée par un de ses membres, élu à la majorité des membres présents et représentés pour 1 an renouvelable.

4.2 – Rôle

Le Conseil de groupement prend les décisions nécessaires au fonctionnement du GIS, en particulier : il

- nomme les membres du Comité de codirection du GIS et il les révoque en tant que de besoin ;
- nomme les membres du Conseil scientifique, sur proposition des Partenaires et des membres du Comité de codirection du GIS ;
- vote le budget prévisionnel du GIS qui comprend, d'une part, les charges prévisibles, d'autre part, les ressources, qu'il s'agisse des moyens affectés par les Partenaires ou des moyens d'origine extérieure ;
- approuve les rapports financier et d'activité scientifique annuels préparés par le Comité de codirection du GIS ;
- approuve la création des nouveaux groupes de travail sur proposition des membres du Comité de codirection
- entend la présentation des Travaux réalisés par les différents groupes de travail en activité et leurs perspectives de poursuite ;
- décide des moyens qui sont éventuellement attribués par le GIS aux différents groupes de travail ;
- adopte les éventuelles modifications à apporter à la présente convention, y compris la résiliation, celles-ci étant constatées par des avenants à la présente convention ;
- décide de la participation de nouveaux Partenaires ;
- actualise la liste des laboratoires figurant en Annexe 2 ;

- prévoit les modalités d'évaluation du bilan de l'activité du GIS, préalablement à toute décision concernant son éventuelle reconduction.

4.3 – Fonctionnement

Le Conseil de groupement se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an, en présentiel ou en visio-conférence, sur convocation de son Président ou de sa Présidente qui établit l'ordre du jour des réunions au moins quatre semaines à l'avance.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le Président ou la Présidente peut consulter les membres du Conseil de groupement par tout moyen de télécommunication que celui-ci aura approuvé.

Le/la Président-e communique le relevé des délibérations du Conseil de groupement à chacun des Partenaires.

Le/la Président-e peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'un des membres du Conseil de groupement, inviter à participer aux séances du Conseil de groupement, avec voix consultative, toute personne dont l'avis paraît devoir être requis.

Chaque membre du Conseil de groupement peut se faire représenter aux réunions par une personne de son organisme, sous réserve d'en informer préalablement les autres membres. Il peut aussi être représenté par un autre membre étant entendu qu'aucun membre présent ne peut être porteur de plus d'un pouvoir.

Le Conseil de groupement se réunit valablement si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions du Conseil de groupement sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés hormis :

- la nomination ou la révocation des membres du Comité de codirection du GIS,
- les propositions de modifications à apporter à la présente convention (ainsi que ses annexes) y compris sa reconduction ou sa résiliation,
- les propositions d'adhésion d'un nouveau Partenaire à la convention

Les décisions liées à ces trois points sont prises à la majorité des deux tiers des Partenaires du GIS.

Article 5 : Conseil scientifique

5.1 – Composition

Le Conseil scientifique est composé à parité d'au moins 8 membres nommés par le Conseil de groupement, *intuitu personae*, en fonction de leurs compétences dans les Domaines du GIS, sur proposition des

Partenaires et des membres du Comité de codirection du GIS. Les membres du Comité de codirection ne peuvent être désignés comme membres du Conseil scientifique.

La durée du mandat des membres du Conseil scientifique est de (5) cinq ans, renouvelable.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement devenu définitif pour quelque cause que ce soit d'un des membres du Comité scientifique, il est procédé à son remplacement dans les mêmes conditions, pour la durée du mandat restant à courir.

Le/la Président-e du Conseil de groupement et les membres du Comité de codirection du GIS participent, avec voix consultative, aux réunions du Conseil scientifique.

Le/la Président-e du Conseil scientifique est élu-e en son sein par ses membres à la majorité simple des membres présents et représentés. Son mandat est de deux ans, renouvelable.

5.2 – Rôle

Le Conseil scientifique formule des avis et des recommandations sur les grandes orientations et sur l'ensemble des actions du GIS et ce dans les deux Domaines. Ses avis portent tant sur la qualité des travaux effectués que sur la pertinence des orientations proposées, en mettant en perspective l'apport du GIS dans le contexte national et international. Il devra disposer, au moins un mois avant sa réunion, d'un rapport d'activité et d'éléments de prospective élaborés par le Comité de codirection du GIS.

Le Conseil scientifique peut également présenter des propositions en ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre tant sur le plan organisationnel qu'humain et matériel pour atteindre les objectifs fixés, notamment pour coordonner et assurer le suivi des activités scientifiques des laboratoires, et pour assurer l'animation scientifique d'ensemble contribuant au décloisonnement disciplinaire et au lancement de nouveaux projets.

Les recommandations du Conseil scientifique sont transmises à tous les membres des différentes instances du GIS.

5.3 – Fonctionnement

Le Conseil scientifique se réunit une fois par an en présentiel ou en visio-conférence, sur convocation de son/sa Président-e qui établit l'ordre du jour des réunions. Il peut également se réunir à la demande de la moitié de ses membres ou à celle du Conseil de groupement.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le/la Président-e du Conseil de groupement peut consulter les membres du Conseil scientifique par tout moyen de télécommunication que celui-ci aura approuvé.

Le Conseil scientifique se réunit valablement si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les membres du Comité scientifique peuvent être représentés par un autre membre étant entendu qu'aucun membre présent ne peut être porteur de plus d'un pouvoir.

Ses avis sont acquis à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Des personnalités qualifiées peuvent être appelées à participer aux réunions du Conseil scientifique avec voix consultative, soit à l'initiative du Président ou de la Présidente du Conseil scientifique soit à la demande de l'un de ses membres.

Article 6 : Le Comité de codirection du GIS

La direction du GIS est assurée de manière collégiale par un Comité de codirection composé de 2 à 3 membres nommés et révoqués par le Conseil de groupement sur proposition de son/sa Président-e. Les membres du comité de codirection sont élus à la majorité des membres présents et représentés. Leur mandat est de deux ans, renouvelable. En cas conflits entre les membres du comité de codirection bloquant une ou des prises de décision, le/la Président-e du Conseil de groupement est invité à trancher.

Le Comité de codirection :

- participe, avec une voix consultative, aux réunions du Conseil de groupement et du Conseil scientifique ;
- prépare et présente les rapports financiers et d'activité scientifique annuels au Conseil de groupement ;
- prépare et présente au Conseil de groupement, pour approbation, le budget prévisionnel des activités du GIS ;
- prépare le rapport d'activité scientifique annuel et les éléments de prospectives présentés au Conseil scientifique ;
- propose des personnalités qualifiées au Conseil de groupement pour la nomination des membres du Conseil Scientifique ;
- coordonne l'activité menée dans le cadre du GIS conformément aux orientations décidées par le Conseil de groupement ;
- est responsable de la mise en œuvre des orientations décidées par le Conseil de groupement et de l'utilisation des moyens mis à la disposition du GIS ;
- accompagne et facilite le fonctionnement des groupes de travail opérationnels ;
- propose au Conseil de groupement la création des nouveaux groupes de travail opérationnel sur sollicitation des Partenaires.
- communique en externe au nom du GIS.

Le comité de codirection se réunit en tant que de besoin, et au moins deux fois par an, sur convocation de son président qui établit l'ordre du jour et aussi souvent que le nécessaire à la demande de ses membres.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le président du Comité de codirection peut consulter l'ensemble des membres du comité directeur par tout moyen que celui-ci aura approuvé.

Article 7 : Les groupes de travail opérationnel

Les participants sont invités à organiser leurs Travaux au sein de groupes de travail opérationnel.

La constitution d'un nouveau groupe de travail est discutée avec les membres du Comité de codirection puis fait l'objet d'une demande auprès du Conseil de Groupement qui l'approuve.

Les groupes de travail opérationnel, autonomes dans leur organisation et fonctionnement, sont assistés par les membres du Comité de codirection pour la réalisation de leurs travaux. Ils peuvent se voir attribuer des moyens spécifiques par le Conseil de groupement sur présentation de leur demande par les membres du Comité de codirection.

Les groupes de travail opérationnel adoptent une gouvernance conforme à l'objet du GIS. Ils désignent avant chaque réunion du Conseil de groupement, deux de leurs membres, en veillant à une représentation paritaire, comme représentants auprès du Conseil de groupement et en informent les membres du Comité de codirection.

Les groupes de travail informent au moins une fois trimestriellement les membres du Comité de codirection de leurs travaux et contribuent à l'établissement des rapports financiers et d'activités scientifiques présentés au Conseil de groupement et au Conseil scientifique.

Les travaux des groupes de travail et leur production respectent les dispositions prévues au sein de la présente convention.

TITRE III – MOYENS, GESTION ET FINANCEMENT, CONTRATS DE RECHERCHE

Article 8 : Moyens, Gestion et Financement

Les Partenaires s'engagent à apporter des moyens humains, financiers et matériels nécessaires à la conduite des activités du GIS et des Travaux.

Les moyens humains, matériels et financiers identifiés à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, que les Partenaires et les tiers s'engagent à dédier aux seules activités du GIS, sont présentés à l'Annexe 3 de la présente convention.

Chaque Partenaire assure la gestion des moyens propres qu'il dédie aux activités du GIS.

Toutefois, chaque Partenaire pourra confier à tout autre Partenaire, d'un commun accord entre eux, la gestion financière de moyens financiers qu'il dédie aux activités du GIS. Dans ce cas, les Partenaires fixeront les modalités de la gestion par une convention financière spécifique.

En tout état de cause, chaque Partenaire rend compte auprès des membres du Comité de codirection de l'utilisation des moyens humains, matériels et financiers qu'il dédie aux activités du GIS, et lui adresse sur sa demande un état annuel.

Les Partenaires conviennent que les moyens financiers présentés dans le tableau de l'Annexe 3 de la présente convention sont gérés par l'Institut Godin. L'Institut Godin en assure la gestion sur une ligne spécifique, selon les règles qui lui sont applicables et dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses, approuvé par le Conseil de groupement. Aux fins de cette gestion, l'Institut Godin établit toute convention financière nécessaire avec les Partenaires, après décision du Conseil de groupement.

Article 9 : Contrats de recherche avec les tiers

Les contrats de recherche à conclure par les Partenaires avec des organismes tiers, publics ou privés, français ou étrangers dans le cadre d'appels d'offre ou d'appels à projets et menés dans le cadre des activités du GIS sont présentés pour information au Conseil de groupement.

Dans le cas où des moyens financiers sont obtenus auprès de tiers, dans le cadre de la réalisation de Travaux, leur gestion financière devra être confiée à l'un des Partenaires, ci-après désigné « le Gestionnaire », d'un commun accord entre les Partenaires du GIS. Le Gestionnaire en assure la gestion, pour le compte du GIS, selon ses règles propres et rend compte auprès du Comité de Co-direction de l'utilisation de ces moyens financiers par la production des comptes de gestion correspondants. Il établit et signe en tant que de besoin avec les tutelles des Laboratoires toute convention financière leur permettant d'utiliser le financement pour le compte des Laboratoires.

Les Partenaires conviennent de donner mandat au Gestionnaire par acte écrit séparé pour lui déléguer leur signature.

La négociation de ces contrats de recherche est confiée à l'un des Partenaires concernés par le projet spécifiquement identifié. Le Partenaire mandaté pour négocier représente, dès lors, les autres Partenaires concernés durant les négociations avec les organismes tiers. Néanmoins ce mandat de représentation ne donne pas au mandataire le pouvoir d'accepter ou de proposer des dispositions, notamment scientifiques et techniques, financières ou en matière de moyens, que les Partenaires n'auraient pas préalablement approuvées.

Le Partenaire qui négocie pour le compte des autres Partenaires concernés :

- veille à ce que les contrats soient conclus dans le respect des dispositions du titre IV de la présente convention,

- communique avant signature les projets de contrat aux Partenaires concernés, qui disposent d'un délai de quinze jours pour faire part de leur accord. Passé ce délai, l'accord est réputé acquis.

TITRE IV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, PUBLICATION ET COMMUNICATION

Pour les besoins du présent titre, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations suivantes :

- « Résultats » : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, brevetées ou non, brevetables ou non, y compris les savoir-faire, plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, et tous les droits y afférents, développées dans le cadre des Travaux.
- « Connaissances Propres » : les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à un Partenaire ou détenue par lui avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention et/ou développées ou acquises par elle en dehors de l'objet des Travaux.

Article 10 : Publications et communications

Les Travaux réalisés dans le cadre du GIS ont vocation à être publiés, communiqués, diffusés sous différents formats et pour différents publics.

Tout projet de publication ou de communication de l'un des Partenaires, relatif à tout ou partie des Travaux ou des Résultats du GIS devra faire l'objet d'une information aux autres Partenaires concernés.

Le GIS incite les Partenaires à favoriser la diffusion des travaux de recherche réalisés dans le cadre du GIS en *Open Source*.

De même, le GIS incite les Partenaires à recourir à l'autorat collectif en incluant tous les contributeurs au travail de recherche faisant l'objet d'une publication. Les publications et communications devront ainsi mentionner la participation de chacun des contributeurs des Travaux, leurs liens avec les Partenaires ainsi que la référence au GIS. Celle-ci est faite par l'insertion de la mention « GIS Agir par la recherche pour des transformations sociétales démocratiques et soutenables ».

Chacun des Partenaires s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations, notamment les Connaissances Propres, qui lui auront été désignées comme confidentielles par le Partenaire dont elles proviennent. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée de la convention et les cinq (5) ans qui suivent sa résiliation ou son arrivée à échéance.

Si des informations contenues dans une publication ou une communication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Résultats et des Connaissances Propres d'un des

Partenaires, celui-ci pourra demander les modifications ou les suppressions strictement nécessaires. De telles modifications ou suppressions ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication. Si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle, un des Partenaires pourra retarder la publication ou communication pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande de publication ou communication de l'autre Partenaire.

Toutefois, ces dispositions ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacun des personnels des Partenaires de produire son rapport d'activité à l'organisme dont il relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet des activités du GIS à condition d'imposer les mêmes engagements de confidentialité que ci-dessus.

Article 11 : Propriété intellectuelle

Chacun des Partenaires demeure propriétaire des Connaissances Propres. Les autres Partenaires ne se voient attribuer aucun droit sur lesdites Connaissances Propres, du fait de la présente convention. Il en va pour les équipes ou organismes scientifiques qui sont mentionnés à l'Annexe 2 comme pour tous les Partenaires.

Les résultats des travaux effectués dans le cadre des activités du GIS appartiennent en propre, ou en copropriété, aux Partenaires qui ont mené ces travaux.

11.1 – Propriété des Résultats Propres

Les Résultats des Travaux accomplis dans le cadre des activités du GIS et obtenus par le personnel d'un Partenaire restent la propriété pleine et entière de ce Partenaire (ci-après désignés « les Résultats Propres »). Ce dernier décidera seul si tout ou partie de ses Résultats Propres doit faire l'objet d'une protection, en son nom et à ses frais, par tout titre de propriété industrielle approprié, notamment par brevet.

Chaque Partenaire tiendra les autres Partenaires informés de la protection de ses Résultats Propres par un titre de propriété industrielle.

Toutefois, le GIS incite les Partenaires à protéger les Résultats Communs par des licences *Creative Commons* permettant de différencier les règles prescrites selon les usages qui pourront être envisagés.

11.2 – Propriété des Résultats Communs

Les Résultats obtenus conjointement par le personnel des Partenaires sont la copropriété de ces Partenaires (ci-après désignés « les Résultats Communs ») à proportion de leurs contributions intellectuelles, financières, humaines et matérielles respectives à l'obtention desdits Résultats Communs.

Les Partenaires copropriétaires se concerteront en temps voulu pour décider d'un commun accord s'il y a lieu de protéger tout ou partie des Résultats Communs par un titre de propriété industrielle et pour désigner entre eux le Partenaire qui assumera le dépôt, la procédure d'obtention et le maintien en vigueur des brevets en copropriété.

Toutefois, le GIS incite les Partenaires à protéger les Résultats Communs par des licences *Creative Commons* permettant de différencier les règles prescrites selon les usages qui pourront être envisagés.

11.3 – Exploitation des Résultats à des fins de recherche

Chaque Partenaire pourra exploiter librement et gratuitement, de manière non cessible et non transmissible, pour ses besoins propres de recherche les Résultats (Résultats Propres et Résultats Communs), brevetables ou non, issus des Travaux du GIS, à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

11.4 – Exploitation commerciale des Résultats Communs

11.4.1. À l'exception de l'éventualité décrite au paragraphe 11.4.2, les Partenaires conviennent que les Résultats découlant du GIS, en éliminant les éventuels aspects des Résultats qui pourraient faire l'objet de droits de propriété et d'exclusivité, seront rendus publics, avec une licence appropriée notamment *Creative Commons*. Cet aspect découle de la nature du GIS, favorisant une démarche de transformation sociétale d'envergure et d'intérêt public.

11.4.2. Dans le cas où les Partenaires souhaitent protéger les Résultats par des droits de propriété intellectuelle, les Partenaires concernées se concerteront pour déterminer, au cas par cas, les modes de protection adaptés et les règles d'attribution de la propriété en tenant compte des contributions matérielles, intellectuelles, humains et financiers de chaque Partenaire impliqué.

Dès lors, les Partenaires copropriétaires élaborent un règlement de copropriété avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale. Ce dernier permettra notamment de prévoir la répartition des quotes-parts de copropriété entre les Partenaires, de déterminer selon le Décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 qui est Mandataire Unique pour le compte des établissements publics copropriétaires, de déterminer les procédures adéquates de protection et maintien des Résultats ainsi que définir les domaines ainsi que les conditions juridiques et financières de l'exploitation industrielle et/ou commerciale.

11.5 – Exploitation commerciale des Résultats Propres

Chaque Partenaire est libre d'exploiter directement et/ou indirectement par voie de licence à des tiers quels qu'ils soient ses Résultats propres sans devoir reverser une quelconque contrepartie aux autres Partenaires.

11.6 – Exploitation des Connaissances Propres

Si l'exploitation des Résultats par l'un des Partenaires nécessite l'exploitation des Connaissances Propres détenues pour partie ou en totalité par un autre Partenaire, celui-ci s'efforcera, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des droits d'exploitation des Connaissances Propres seront alors fixées contractuellement au cas par cas.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 : Responsabilité - Dommage

12.1 – Dommage à l'égard des tiers

Chacun des Partenaires reste responsable dans les conditions de droit commun des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

12.2 – Dommage au personnel

Chacun des Partenaires prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque Partenaire est responsable suivant les règles de droit commun des dommages de toute nature, causés par son personnel au personnel d'un autre Partenaire à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

12.3 – Dommage aux biens

Chacun des Partenaires conserve à sa charge sans recours contre les autres Partenaires, sauf dans le cas d'une faute intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

12.4 Assurances

Chaque Partenaire devra souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 13 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de sa signature par l'ensemble des Partenaires.

Elle pourra être renouvelée d'un commun accord entre les Partenaires, par voie d'avenant. À cet effet, les Partenaires s'engagent à se réunir au plus tard six (6) mois avant l'échéance prévue pour statuer sur le principe de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment par les Partenaires, par décision du Conseil de Groupement du GIS selon les modalités prévues à l'article 4.

L'expiration ou la résiliation de la présente convention n'aura pas pour effet de dégager les Partenaires de leurs droits et obligations au titre des articles 11 et 12 ci-dessus.

Article 14 : Adhésion – Retrait

14.1 – Adhésion

Tout entité légale souhaitant rejoindre le GIS doit en faire la demande auprès du Président du Conseil de groupement, lequel se prononce selon les modalités prévues à l'article 4. Le Président du Conseil de groupement fait ensuite connaître à l'entité candidate la décision des Partenaires à cet égard.

L'adhésion doit être approuvée par tous les Partenaires et prend la forme d'un avenant à la présente convention.

14.2 – Retrait

Tout Partenaire peut se retirer du GIS, à condition d'observer un préavis de six (6) mois. Il informe le Président du Conseil de groupement du GIS de sa décision, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de réception de cette lettre faisant courir le délai précité. Le Président du Conseil de groupement se charge d'en informer les autres Partenaires.

14.3 – Exclusion

Le Conseil de groupement peut décider, en cas de non-respect par un Partenaire de tout ou partie des obligations contenues dans le contrat, l'exclusion de ce Partenaire après avis du conseil scientifique. Le directeur ou président du Partenaire et/ou de l'établissement de rattachement du Partenaire sont, au préalable, admis à présenter leurs observations. Le directeur ou président concerné ne prend pas part aux délibérations ni au vote. L'exclusion prend effet à la fin de l'année universitaire au cours de laquelle elle a été décidée. A compter de cette date et sans qu'il soit besoin de modifier la convention constitutive, le Partenaire et/ou l'établissement de rattachement n'est plus Partenaire du GIS.

Article 15 : Notifications

Toutes les notifications, communications et mises en demeure prévues par la convention seront réputées avoir été valablement délivrées si elles sont adressées aux adresses suivantes :

- Pour le CNRS :
- Pour Université Côte d'Azur (Laboratoire GREDEG) : Université Côte d'Azur
DRVI – Service contrats et valorisation
Grand Château, 28 avenue Valrose
BP 2135 06103 Nice cedex
drvi-contrats-valorisation@univ-cotedazur.fr

Article 16 : Droit applicable/Règlement des différends

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de différend entre les Partenaires, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, ceux-ci se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable. S'il est besoin, le Conseil de groupement se prononcera sur le règlement du différend.

Tout différend non résolu de façon amiable passé le délai de deux (2) mois, est porté devant les tribunaux français compétents.

Fait à Paris, en ... exemplaires :

Agissant pour le GREDEG,
Université Côte d'Azur et le CNRS,
Le Président d'UCA,
Le Pr. Jeanick BRISSWALTER,